

# DES POSITIONS FORTES DÉFENDUES

## Foncier et agrivoltaïsme : le diable est dans les détails

« Notre bureau à nous, c'est la nature ! La matière première de l'agriculteur, c'est le foncier, la terre, les bois, les prairies », affirme Laurent Depieds, Président de la FDSEA, de la FRSEA et membre du bureau de la Chambre. « De nombreuses personnes ont compris la valeur de la terre, passent quelques diplômes pour racheter des fermes sans pour autant les exploiter, d'autres investissent... Du côté de notre profession, il y a beaucoup de nouveaux projets agricoles, qui mixent parfois une culture ou un élevage et une activité de transformation. Des projets innovants, que l'on considérerait comme un peu fous il y a vingt ans, mais qui sont toujours là aujourd'hui, et qui continuent à se développer. Il y a enfin l'agriculture historique des Alpes de Haute-Provence, la production de semences, l'élevage pastoral ovin, les plantes à parfum, l'élevage bovin sur le nord du département... Le problème du foncier, c'est que pour toutes ces personnes, il n'y a qu'un nombre limité d'opportunités foncières. Et, forcément, les prix grimpent ».

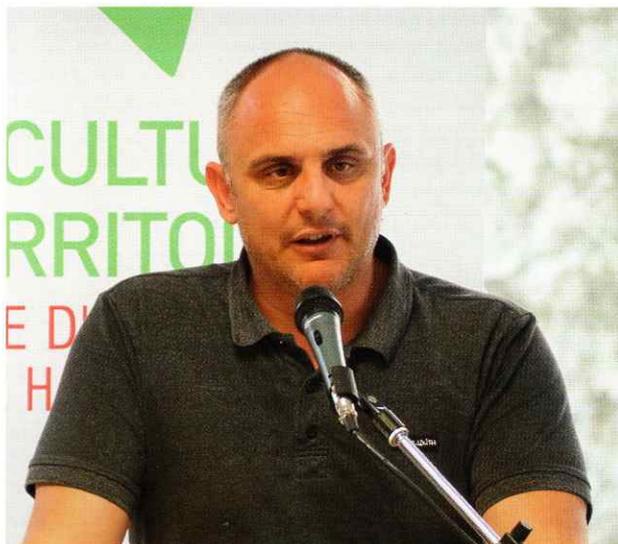
### SOLUTION PAR DÉFAUT

« Ce qui complique encore plus la situation, c'est que nous avons des gouvernements successifs qui ont laissé tomber la production d'énergie nucléaire, et qui se rendent compte aujourd'hui que nous sommes tributaires des pays fournisseurs de gaz ou de pétrole. Donc nos gouvernants veulent aujourd'hui retrouver une autonomie énergétique ; mais comme il faut entre 15 et 20 ans pour développer le nucléaire, il faut trouver des solutions plus rapides. Et la solution trouvée, ce sont les panneaux photovoltaïques. Je n'ai rien contre, bien au contraire, j'en ai installé sur mes hangars, et ça peut être une très bonne chose notamment pour l'autoconsommation et la réduction des budgets des entreprises et des ménages. Par contre, l'agrivoltaïsme m'inquiète nettement plus. Il s'agit d'installer des panneaux en plein champs. Ce qui m'alerte, c'est que dans un contexte très difficile où les prix de vente ne couvrent plus les coûts de production, ce qui a poussé les agriculteurs dans la rue, la réponse du gouvernement est « nous allons vous apporter un complément de revenu, grâce à l'agrivoltaïsme ». Même si je suis intimement persuadé que l'agriculture a une place importante dans le développement global de notre société, je reste perplexe quand on me dit qu'on va sauver l'agriculture en permettant aux agriculteurs de produire autre chose que des denrées agricoles ».

### BESOIN DE CHIFFRES FIABLES

« Nous avons donc demandé, au niveau régional, que nous puissions avoir des chiffres fiables, fournis par des stations expérimentales autonomes et indépendantes, afin de savoir sur quelles cultures il est réellement possible d'implanter de l'agrivoltaïsme. Quelles sont les pertes de rendements à prévoir, à l'inverse les gains en terme de lutte contre le gel ou contre la canicule... Il nous faut des données fiables.

Il faut s'interroger aussi sur le bail rural, le statut de l'agriculteur qui deviendrait « producteur d'énergie » en majorité, la localisation des zonages, des zones d'accélération. La question d'être pour ou contre l'agrivoltaïsme n'est donc pas le sujet : ce qui compte c'est de définir comment on le met en place, car comme on dit, « le diable est dans les détails ».



**8 500** hectares classés en Zone Agricole Protégée sur DIVAgglo

**35** réunions PLU

**58** avis d'urbanisme rendus